



La session de mars 2023 n'avait pas permis aux députés d'exercer leur mission de contrôle de l'action gouvernementale. L'élection sénatoriale avait pris le pas sur les travaux. Au regard des textes en attente, il est clair que la session de juin qui s'ouvre ce jour sera riche en activité. Elle est consacrée au débat d'orientation budgétaire et intervient dans un contexte marqué par la hausse vertigineuse des prix des denrées de premières nécessités, la grève du personnel soignant, la montée des discours de haine dans les réseaux sociaux et la mauvaise qualité des services de télécommunication.

Le panier de la ménagère perd de plus en plus en consistance. « La situation dans nos marchés inquiète les camerounais d'en bas comme nous. Chaque jour, il y a un produit qui change de prix. On m'a vendu le kleenex qui coûtait 100 Fcfa à 125 Fcfa au quartier Messassi. Je n'attends rien des députés », souligne Margueritte Eloundou, commerçante au marché Mfoundi à Yaoundé. Armel Nana, enseignant dans un collège de la place, espère voir une session marquée par la prise en compte des préoccupations des camerounais notamment la baisse du prix des huiles. Il n'est plus évident de manger à sa faim. Même les discours de haine méritent une attention particulière, indique le formateur.

A l'hémicycle, tout est fin prêt pour accueillir les élus de la nation. Le secrétaire général adjoint n°1 de la chambre basse du parlement est allé peaufiner les derniers détails hier soir. Pendant les 30 prochains jours, le Palais des congrès de Yaoundé va servir de cadre à des travaux

intenses, selon les mots d'un député. Sur les lèvres, l'ordonnance du président de la République signée le 2 juin 2023, modifiant et complétant la loi de finance 2022 fera l'objet de toutes les attentions. Au Parti camerounais pour la réconciliation nationale (Pcrn), on veut y voir clair. « La session qui s'ouvre est celle de plusieurs attentes pour nous autres parlementaires. En réalité, nous allons mieux comprendre les orientations du gouvernement quant à l'ordonnance signée par le chef de l'Etat. Nous voulons en effet comprendre les priorités de ce gouvernement car nous constatons que la quasi-totalité des projets amorcés sont en statu quo et ceux prévus pour démarrer cette année n'ont pas encore été lancés », souligne Rolande Ngo Issi.

La session de juin sera marquée par l'évaluation « des millions de promesses gouvernementales arrivées à mis parcours de leur prévision notamment sur l'implémentation de la SND30 car la première phase -2020 à 2050- tire à sa fin », complète la parlementaire. A l'Union démocratique du Cameroun (UDC), les motivations de l'ordonnance prise par le président de la République sont très attendues. « Il faudrait que le gouvernement remette le document d'orientation budgétaire aux députés à temps. L'ordonnance du 2 juin modifie la loi de finance de manière croissante. Nous attendons de voir la pertinence et la motivation de cette modification. Il ne faut que ça devienne un jeu pour le pouvoir de modifier le budget chaque année », souligne Adamou Koupit, député de l'Union démocratique du Cameroun.

Plusieurs autres députés contactés par EcoMatin peaufinent leurs stratégies au sein de leurs partis politiques avant l'ouverture des travaux.

**EcoMatin**

---